

La mise en œuvre du mécanisme de Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts:
une analyse sociologique des projets REDD+ à Madagascar

Laura Brimont (CIRAD-AgroParisTech), Maya Leroy (AgroParisTech), Driss Ezzine de Blas (CIRAD)

Atelier international PESMIX -11, 12 & 13 Juin 2014 - Montpellier
« Comment articuler les Paiements pour Services Environnementaux aux autres instruments politique et économiques, dans les pays du Sud et du Nord? »

Problématique

- La Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des Forêts (REDD+): **un instrument économique incitatif**
- Un mécanisme en cours **d'expérimentation**: développement de « projets pilotes » REDD+ depuis 2007
- Peu d'étude sur la mise en œuvre gestionnaire concrète de ces projets
 - Présumé: la REDD+ est une généralisation de paiements pour services environnementaux (PSE)
 - Importance de la littérature évaluative

→ **Est-ce que les projets REDD+ ont inauguré de nouvelles pratiques de conservation basées sur l'incitation économique?**

Cadre théorique

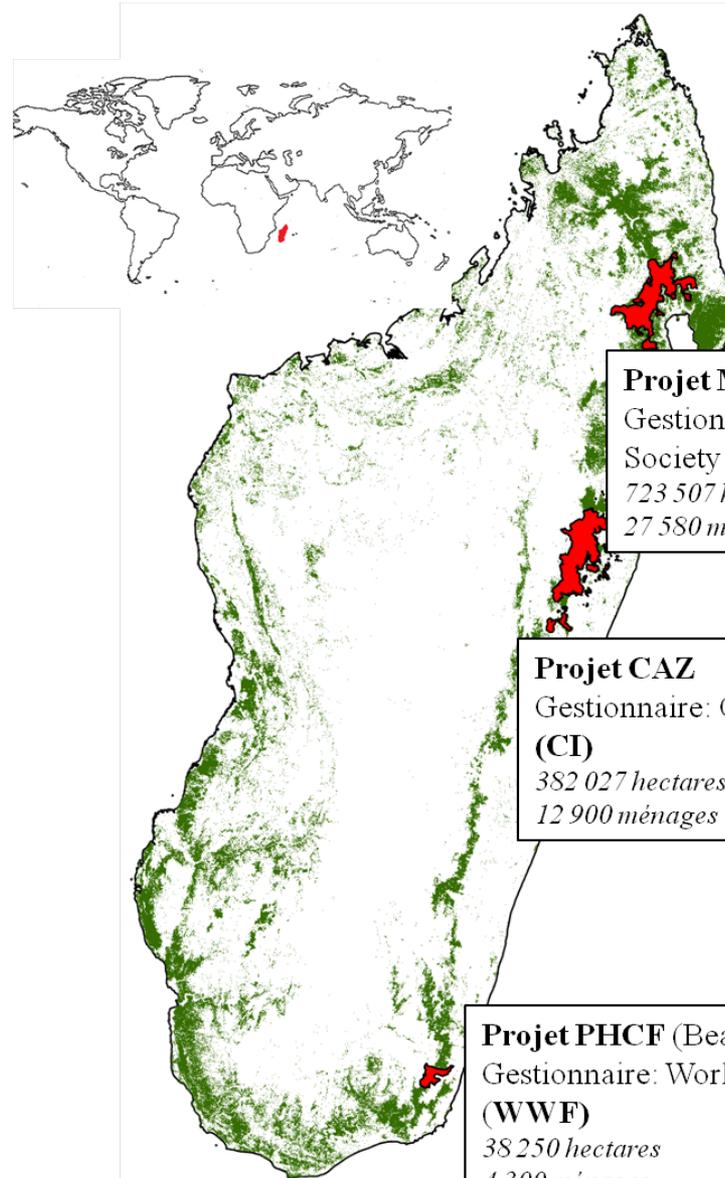
- **Sociologie des instruments de gestion** (Lascoumes et le Gallès 2004; Chiapello et Gilbert 2013)
- Les projets REDD+ comme des **dispositifs de gestion**
→ Arrangements contextuels entre des instruments, des acteurs, des règles pour un objectif de gestion commun (Moisdon, 1997), dans le champs de l'environnement (Leroy 2010; Barbier 2004).

Méthodologie

Sources secondaires:
littérature académique,
littérature grise, documents
internes des projets, supports
de communication...

Sources primaires:

- ✓ **47 entretiens** avec des personnes ressources
- ✓ **315 enquêtes ménages**, 30 entretiens avec personnes ressources au niveau local



Projet Makira

Gestionnaire: Wildlife Conservation Society (WCS)
723 507 hectares
27 580 ménages

Projet CAZ

Gestionnaire: Conservation International (CI)
382 027 hectares
12 900 ménages

Projet PHCF (Beampingaratsy)

Gestionnaire: World Wide Fund for Nature (WWF)
38 250 hectares
4 300 ménages

Axes d'analyse

- 1) Analyse historique** : contexte d'intervention des projets REDD+
- 2) Analyse territoriale** : interaction entre les instruments
- 3) Analyse socio-économique**: déploiement des activités au niveau des populations locales

Analyse historique

- Des politiques de conservation marquées **par une tradition d'intervention réglementaire coercitive** (aires protégées)
 - Intermède de la gestion communautaire des ressources naturelles dans les années 1990 avec le **transfert de gestion**
 - Réactualisation de la logique aire protégée en 2003
- **Besoins de financement importants** : fin du financement du Plan National d'Action Environnemental (Banque mondiale) en 2010 → potentialité des fonds REDD+
- **Des stratégies d'intervention différentes**

	Makira	CAZ	PHCF
Motivation principale	Financement carbone	Re labellisation de projet existant	Financement carbone Méthodologies
Vente de crédits carbone	Oui (marché volontaire)	Oui (Fond Banque mondiale)	Non

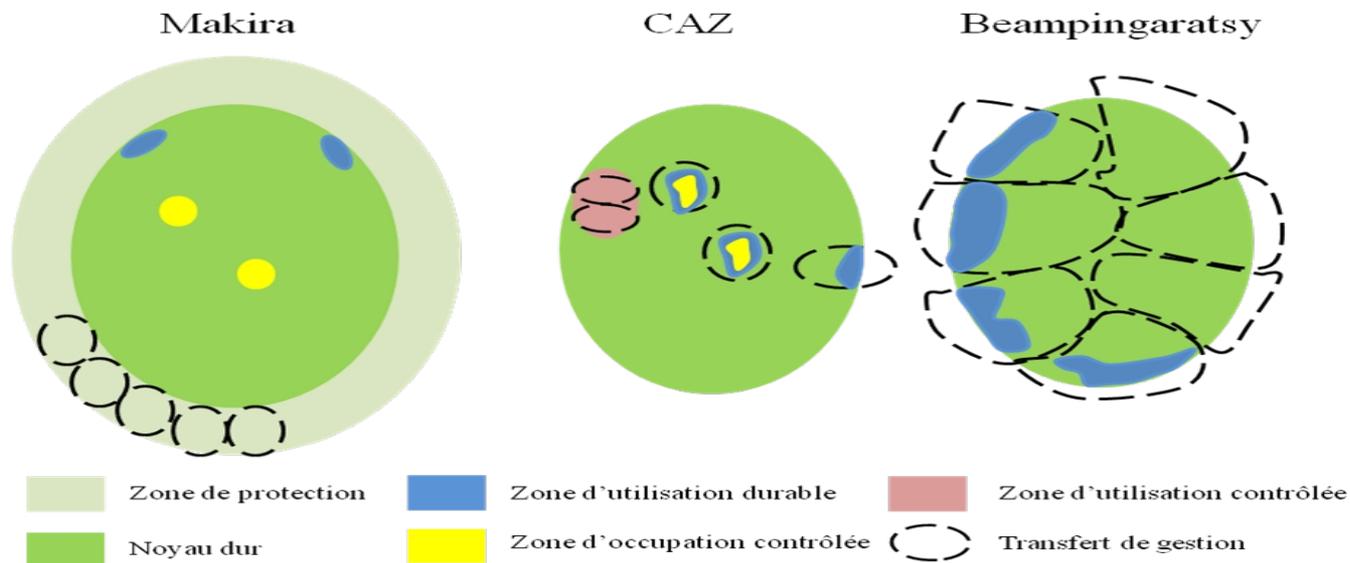
- ✓ **Contexte général centré sur une approche réglementaire coercitive**
 - ✓ **Diversité des stratégie d'intervention**

Analyse territoriale

- **Les dénominateurs communs des dispositifs de REDD+:**

- Alliance entre un instrument coercitif (aire protégée) et un instrument contractuel (transferts de gestion)
- Recyclage de l'instrument contractuel transfert de gestion dans une logique coercitive

- **Les variantes territoriales**



✓ **Des logiques de gouvernance hétérogènes malgré une boîte à outils commune**

Analyse socio-économique

- **Similitude** dans les activités proposées par les gestionnaires pour réduire l'agriculture sur abattis brûlis
 - Activités génératrices de revenus, formation agricole
 - Services sociaux de base
 - Reboisement
 - Patrouilles
- Principaux constats: **bénéfices restreints ; pas d'adéquation entre les coûts supportés par les populations et les bénéfices reçus; bénéfices indirects**
- ✓ **Homogénéité des réponses apportées par les projets malgré des stratégies d'intervention et des schémas de gouvernance dissemblables**
 - ✓ **Très peu d'instruments incitatifs directs**

Conclusion

- **Écart** entre la logique incitative économique du mécanisme REDD+ portée au niveau international et sa mise en œuvre à Madagascar
 - L'instrument **n'introduit pas d'innovation** en termes de type de projet ou de mode de gestion
 - **Une domination de la logique réglementaire coercitive** sur les autres instruments
- **Les facteurs à l'origine de ce décalage**
 - Le facteur **politique** : asymétrie de pouvoir entre les populations locales et les ONG
 - Le facteur **économique**: l'incitation coûte cher (coûts de transaction)

- **Des dispositifs de gestion en évolution ?**

Potentialité de financements plus conséquents, enjeux de transparence créés par le marché volontaire, projets REDD+ constituent des arènes d'échange internationaux

→ **Evolution vers des systèmes plus incitatifs?**

→ **Retour en arrière par rapport à la réglementation ?**

Bibliographie

BARBIER, M. (2004). Management Setting as a dynamic and performative agency of actors, objects and rules. 20th EGOS Colloquium. Ljubljana, Slovenia.

CHIAPELLO, E. and P. GILBERT (2013). Sociologie des outils de gestion. Introduction à l'analyse sociale de l'instrumentation de gestion. Paris, La Découverte.

LASCOUMES, P. and P. LE GALÈS (2004). Gouverner par les instruments. Paris, Presses de Sciences Po.

LEROY, M. (2010). Fondements critiques de l'analyse de la performance environnementale des dispositifs de développement durable. In: Palpacuer, F., M. Leroy et G. Naro (eds) Hermès Science Publications, Lavoisier: 281- 304.

MOISDON, J. C. (1997). Du mode d'existence des outils de gestion, les instrument de gestion à l'épreuve de l'organisation. Paris, Seli Arslan.